

Modification partielle du Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de boue

de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et
Evergnicourt - secteur Aisne Aval entre Montigny-
Lengrain et Sermoise

Commune de Montigny-Lengrain

Note synthétique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L' AISNE
Direction départementale
des territoires

SOMMAIRE

1 - PRÉAMBULE.....	6
2 - RAPPEL DE L'ÉLABORATION DU PPRICB	6
3 - RAISON DE LA MODIFICATION ET SECTEUR D'ÉTUDE.....	7
3.1 - La cause de la révision.....	7
3.2 - Le périmètre de la révision.....	7
3.3 - La nature du risque.....	8
4 - DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION D'UN PPR.....	8
4.1 - L'aspect réglementaire.....	8
4.2 - La portée juridique.....	9
5 - MODIFICATION PARTIELLE DU PPRICB	10
5.1 - Les pièces du dossier.....	10
5.2 - L'étude de la modification.....	10
5.3 - La modification du plan de zonage.....	10
6 - CONCLUSION.....	11
7 - ANNEXES.....	12

1 - Préambule

La présente note a pour objet de présenter la modification envisagée du Plan de Prévention des risques inondations et coulées de boue (PPRicb) Vallée de l'Aisne entre Montigny Lengrain et Evergnicourt - secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise approuvé le 24 avril 2008. Cette modification est prescrite uniquement sur le territoire communal de Montigny-Lengrain.

L'article R.562-10-1 encadre le champ de la procédure de modification et précise la notion d'atteinte à l'économie générale du plan par des cas où la procédure de modification peut être utilisée. La modification des documents graphiques et des zonages est prise en compte lors d'un changement de circonstance de fait résultant d'une nouvelle étude ponctuelle de nature à remettre en cause le classement d'une partie du territoire couvert par le PPR, notamment suite à une erreur de relevés topographiques. Il convient de souligner que la zone concernée par la modification est limitée au regard du périmètre du PPR, afin de ne pas porter atteinte à l'économie générale du plan ce qui nécessiterait une révision complète de ce même PPR.

Les études et documents transmis à l'administration et portant sur ces modifications à envisager concernent des terrains particuliers et ont été examinés dans ce cadre, après une analyse technique de leur contenu.

En conclusion, la modification porte uniquement sur la carte de zonage.

2 - Rappel de l'élaboration du PPRicb

Le Plan de Prévention des risques inondations et coulées de boue (PPRicb) Vallée de l'Aisne entre Montigny Lengrain et Evergnicourt - secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise a été approuvé par arrêté préfectoral du 24 avril 2008.

Sa procédure d'élaboration a débuté en 22 novembre 2006 :

- concertation : de décembre 2006 à mai 2007 ;
- consultation réglementaire : du 6 août 2007 au 6 octobre 2007 ;
- enquête publique : un mois du 18 janvier au 19 février 2008 inclus ;
- approbation le 24 avril 2008.

3 - Raison de la modification et secteur d'étude

3.1 - La cause de la révision

La mairie a reçu une demande d'aménagement d'ancien bassin de décantation pour la réalisation d'une plate-forme de retournement d'une société située dans la zone industrielle « la Vache Noire » à l'extrême nord-ouest du territoire de la commune bordée par la route nationale 31.

La partie des anciens bassins de décantation est en zone rouge du PPRich pour le phénomène de débordement de rivière. La société a contacté la mairie pour évoquer le problème. La mairie a constaté des erreurs sur la base du PPRich. Elle a fourni un relevé de terrain naturel des bassins qui ont montré qu'ils se situaient au-dessus de la côte de crue centennale.

Il apparaît qu'une erreur matérielle de recensement des aléas et de mise en forme du zonage a été commise lors de l'instruction du PPRich. La zone rouge représente le champ d'expansion des crues. Cependant, la zone rouge concernée par les bassins de décantation ne joue donc pas le rôle initialement, car le terrain naturel des bassins de décantation est situé au-dessus de la côte centennale.

Par courrier en date du 8 avril 2013, Monsieur le maire de Montigny-Lengrain a sollicité la bienveillance du Préfet de l'Aisne afin d'engager une révision du PPRich pour modifier le classement de ce secteur de terrains (cf. copie de ce courrier en annexe n° 1). Une réponse, en date du 13 juin 2013, a été faite au maire pour lui indiquer que sa demande était traitée favorablement (cf. copie de ce courrier en annexe n° 1).

L'arrêté de prescription de la modification partielle du PPRich de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise, sur le territoire de la commune de Montigny-Lengrain, a été pris par le Préfet de l'Aisne le 5 juillet 2013 (cf. copie de l'arrêté en annexe n° 1).

3.2 - Le périmètre de la révision

Le périmètre d'étude est le territoire communal de Montigny Lengrain. Le secteur concerné par cette révision partielle se situe sur les parcelles cadastrées AA n° 9 et 10. Il est situé en zone rouge inondations du Plan de Prévention des risques inondations et coulées de boue (PPRich) Vallée de l'Aisne entre Montigny Lengrain et Evergnicourt - secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise (cf. annexe n° 2).

3.3 - La nature du risque

Le projet d'aménagement par l'entreprise ne présente pas une modification substantielle au regard de l'article R.512-33 du code de l'environnement, n'entraînant pas de danger ou inconvénient nouveau. Toutefois, ce projet n'est pas compatible avec les règles de l'urbanisme en vigueur car l'aménagement se situe en zone rouge du Plan de Prévention des risques inondations et coulées de boue (PPRicb) Vallée de l'Aisne entre Montigny Lengrain et Evergnicourt - secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise. Le maire a donc procédé à des relevés topographiques du secteur concerné par le projet pour apporter des éléments justificatifs vis-à-vis de la compatibilité de ces activités étendues avec les règles de l'urbanisme en vigueur sur la zone projetée.

4 - Déroulement de la procédure de modification d'un PPR

4.1 - L'aspect réglementaire

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut être modifié à condition que la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan. La procédure de modification peut notamment être utilisée pour :

- a) Rectifier une erreur matérielle ;
- b) Modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;
- c) Modifier les documents graphiques pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.

La modification est prescrite par un arrêté préfectoral. Cet arrêté précise l'objet de la modification, définit les modalités de la concertation et de l'association des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés. Cet arrêté est publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché pendant un mois dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

Seuls sont associés les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés lors de la concertation sur le territoire desquelles la modification est prescrite.

Le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont mis à la disposition du public en mairie des communes concernées. Le public peut formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

La modification est approuvée par un arrêté préfectoral qui fait l'objet d'une publicité et d'un affichage. Cet arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'État dans le département ainsi que dans un journal diffusé dans le

département. Une copie de l'arrêté est affichée pendant un mois au moins dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable.

Le projet de modification, soumis à concertation, consultation et à l'information du public, comprend uniquement les trois pièces suivantes :

- une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;
- un exemplaire du PPR tel qu'il serait après modification avec l'indication, dans le document graphique et le règlement, des dispositions faisant l'objet d'une modification ainsi que le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

L'approbation du nouveau plan abroge des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

La modification d'un PPR est confiée aux services de l'Etat. Les principales étapes sont :

- la prescription de la modification par arrêté préfectoral ;
- l'étude des modifications à entreprendre ;
- projet de plan modifié ;
- la concertation avec les différents acteurs ;
- la consultation administrative et l'information du public ;
- l'approbation par arrêté préfectoral ;
- les mesures de publicité.

4.2 - La portée juridique

Dès lors que la modification est approuvée, le nouveau PPR vaut servitude d'utilité publique. À ce titre, et conformément aux dispositions des articles L. 126-1, R. 126-1 et R. 123-22 du code de l'urbanisme, il doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme (PLU) ou aux plans d'occupation des sols (POS) dans un délai de trois mois.

Il s'applique à compter de la fin de la dernière mesure de publicité suivant son approbation (publication au recueil des actes administratifs de l'État dans le département, affichage de l'arrêté d'approbation dans les mairies pendant un mois au minimum, mesure de publicité dans la presse).

5 - Modification partielle du PPRicb

5.1 - Les pièces du dossier

Le dossier de modification partielle est composé d'une pièce écrite et de deux cartes à l'échelle 1/10 000 :

- pièce n° 1 : la présente note synthétique qui expose l'objet et la portée de la modification envisagée ;
- pièce n° 2 : la carte de zonage réglementaire modifiée sur la commune de Montigny-Lengrain ;
- pièce n° 3 : la carte de zonage réglementaire sur la commune de Montigny-Lengrain dans sa version antérieure.

5.2 - L'étude de la modification

La Direction départementale des territoires de l'Aisne est chargée d'instruire et d'élaborer la modification du PPRicb.

Il est apparu évident de faire un bilan de ce secteur de terrains et de mettre en cohérence le zonage réglementaire avec les enjeux et les aléas réellement présents.

La modification porte uniquement sur la carte de zonage réglementaire. Il n'y a pas de modification du règlement.

5.3 - La modification du plan de zonage

La modification porte sur le classement inadapté des parcelles précédemment listées.

Compte tenu de cette erreur de recensement des aléas, il convient de reclasser ces terrains en zone orange.

Le zonage orange inclut les zones inondables où s'exerce une activité économique, hormis les exploitations de carrières, qui ne pourra être en aucun cas reconverti en zone d'habitat. Le maintien de l'activité existante prévaut. Son agrandissement, sous réserve de prescriptions particulières pour prendre en compte le risque inondation, peut être autorisé. Le changement d'activité est permis. Toutes les mesures doivent être mises en œuvre pour limiter la vulnérabilité.

L'extension d'une activité sous réserve de la prise en compte du risque inondation dans les aménagements, de réduire au maximum la vulnérabilité des biens et des personnes, et que les prescriptions sur les matériaux en dessous de la cote de crue centennale décrit ci-dessous soient respectées. Pour les nouveaux bâtiments isolés, le niveau du plancher devra être calé au-dessus de la cote de crue centennale par

construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis.

Les installations classées pour l'environnement, les constructions et les extensions de bâtiments directement liées aux mises aux normes des activités existantes sous réserve que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse, que leur vulnérabilité soit minimisée et de suivre les prescriptions sur les matériaux en dessous de la cote de crue centennale décrit ci-dessous soient respectées. Pour les nouveaux bâtiments isolés, le niveau du plancher devra être calé au-dessus de la cote de crue centennale par construction sur merlon, vide sanitaire inondable ou pilotis.

Les matériaux utilisés en dessous de la cote de crue centennale seront choisis pour résister à une immersion prolongée. Leur aptitude à l'emploi devra également être conservée après décrue :

- Traitement anti-corrosion des parties métalliques ;
- Pas de liant à base de plâtre ;
- Pas de revêtement de sols ou de murs sensibles à l'humidité ;
- Matériaux hydrofuges pour l'isolation ;
- Résistance à des affouillements, tassements ou érosions localisées.

6 - Conclusion

Les éléments cités ci-dessus modifient partiellement le Plan de Prévention des risques inondations et coulées de boue (PPRich) Vallée de l'Aisne entre Montigny Lengrain et Evergnicourt - secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise sur la commune de Montigny-Lengrain. La présente modification concerne uniquement le zonage réglementaire.

La note de présentation, le règlement et les cartes de zonage pour les autres communes du PPRich de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise, restent inchangés.

7 - Annexes

Annexe n° 1 – Prescription de la révision partielle du PPRicb

Courrier du 8 avril 2013 du maire de Montigny-Lengrain adressé au Préfet de l'Aisne pour demander une modification du PPRicb.

Courrier du 13 juin 2013 au maire lui annonçant l'avis favorable pour la modification du PPRicb.

Arrêté prescrivant la modification du PPRicb de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, sur le territoire de la commune de Montigny-Lengrain.

Annexe n° 2 – Localisation des boisements à modifier

Localisation des terrains à modifier

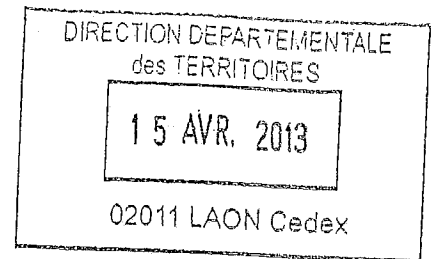
Annexe n°1

Courrier du 8 avril 2013 du maire de Montigny-Lengrain adressé au Préfet de l'Aisne pour demander une modification du PPRicb.

Courrier du 13 juin 2013 au maire lui annonçant l'avis favorable pour la modification du PPRicb.

Arrêté prescrivant la modification du PPRicb de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, sur le territoire de la commune de Montigny-Lengrain.

COMMUNE de MONTIGNY-LENGRAIN
7, rue de Vaudrial
02290 MONTIGNY-LENGRAIN
Tél : 03.23.55.52.55
Fax : 03.23.55.90.87
Mail: montigny-lengrain@wanadoo.fr
Ouverture secrétariat : 8 heures 30 - 12 heures
du lundi au samedi inclus



le 8 avril 2013

Le Maire,

à

Préfecture de l'Aisne
2 rue Paul DOUMER
02010 LAON CEDEX



Objet : Demande de Modification du P.P.R.I. de la Vallée de l'Aisne - Secteur Aisne Aval

Monsieur le Préfet,

Nous nous permettons de vous solliciter afin de réétudier le zonage du Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de Boue de la Vallée de l'Aisne Secteur Aisne Aval appliqué sur notre commune.

En effet, nous avons déjà indiqué par appel téléphonique que des problèmes apparaissaient sur ce plan annexé à notre Plan Local d'Urbanisme mais nous ne disposions pas alors de document technique pour appuyer ce que nous avançons et il était également assez compliqué de revenir sur le plan de zonage établi par vos services.

Cependant, vous trouverez ci-joint les relevés topographiques dressés par la SCP VINCENT, géomètre expert, qui montrent bien qu'un problème apparaît notamment en ce qui concerne notre Zone Industrielle « La Vache Noire » à l'extrême Nord Ouest du territoire de notre commune bordée par la Route Nationale 31. Indiquée en zone Rouge du PPRI, cette zone est pourtant bien nettement au dessus du niveau retenu dans le cadre des crues de l'Aisne. Cette zone est principalement composée de bassin de décantation et vous trouverez par conséquent en pièces jointes les documents graphiques qui font apparaître les zones qui seraient submergées en situation de crue par simulation de crue centenaire et crue 500 ans et donc le territoire non concerné.


Notre Conseil Municipal s'est réuni le 5 avril dernier et a demandé ce réexamen du PPRI principalement pour notre Zone industrielle qui se trouve totalement freinée par

des servitudes d'utilité publique qui sont à réétudier et nous vous demandons par conséquent de bien vouloir procéder à un examen de ce plan.

Restant à votre disposition et vous remerciant de toute l'attention que vous porterez à notre requête,

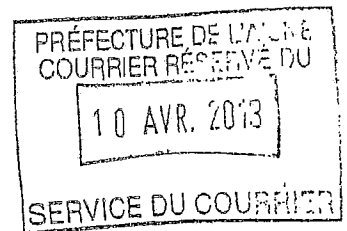
Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Maire,
Serge BRABANT



DEPARTEMENT DE L' AISNE
ARRONDISSEMENT de SOISSONS
CANTON de VIC-SUR-AISNE
COMMUNE de MONTIGNY-LENGRAIN

EXTRAIT DU REGISTRE
des délibérations du Conseil Municipal



Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents : 8
Nombre de suffrages exprimés : 9
Vote Pour : 7
Abstention : 2
Vote Contre : 0
Date de convocation : le 26 mars 2013
Date d'affichage : le 26 mars 2013

Séance du 5 avril 2013

L'an deux mille treize, le cinq avril 2013 à 20 heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni dans la salle de la mairie sous la présidence de Monsieur Serge BRABANT, Maire.

Etaient présents : Messieurs BRABANT, NESSLER, LEBLOND, MARTZINITZINE, LEVEQUE
Mesdames MOUNY, ARMATI, et HENON.

Procuration : De Madame MAGNIANT à Monsieur LEVEQUE

Absents : Madame SZLACHTA, Monsieur KUCHARECK, Monsieur COURBET.

Absent excusé : Madame DESCHAMPS

Objet : Demande de Modification du P.P.R.I. de la Vallée de l'Aisne - Secteur Aisne Aval

Le Conseil Municipal, après avoir écouté l'exposé de son Maire et notamment après avoir examiné les Plans de géomètre établis par la SCP VINCENT relatifs aux simulations de crue de l'Aisne, crue centenaire et 500 ans concernant la zone industrielle de la Vache Noire, et en avoir délibéré,

Demande à ce que le plan de zonage appliqué dans le PPRI soit réétudié surtout concernant la « zone rouge » du plan de zonage apparaissant au niveau de la Zone Industrielle

Charge Monsieur le Maire de solliciter cette procédure de modification aux services préfectoraux en transmettant les relevés topographiques de la Zone industrielle de la Vache Noire, zone qui se trouve totalement freinée par les servitudes d'utilité publique qui s'appliquent actuellement.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Serge BRABANT



Accusé de réception en préfecture
002-210204913-20130405-DE-
20130408-01-DE
Date de réception préfecture :
08/04/2013

Direction départementale
des territoires

Service de l'Environnement

Unité Prévention des Risques

Affaire suivie par : Hervé. Vasseur
Tél. 03 23 24 64 50 - Fax : 03 23 24 64 01

Courriel : ddt-env-pr@aisne.gouv.fr

Laon, le 13 juin 2013

Le Directeur départemental des territoires

à

Monsieur le Maire
Mairie de Montigny-Lengrain
7 rue de Vaudrial
02290 MONTIGNY-LENGRAIN

Objet : Modification du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue (PPRicb) Vallée de l'Aisne -
Secteur Aisne Aval - approuvé le 24 avril 2004 sur le territoire de la commune de Montigny-Lengrain - proposition du
dossier de modification du PPRicb

Monsieur le Maire,

Suite à votre courrier en date du 8 avril 2013 et aux éléments techniques que vous apportez, il apparaît
nécessaire de modifier le plan de prévention des risques inondation et coulées de boue (PPRicb) existant sur
le territoire de votre commune.

Conformément aux dispositions de l'article R.562-10-2 du code de l'Environnement, la modification d'un
PPR s'effectue selon la même procédure que son élaboration initiale décrite aux articles R.562-1 à R.562-9 du
même code. Lors d'une modification, la consultation administrative et l'information du public ne concernent
que la commune où la modification proposée sera applicable. Le projet de modification comprend une note
synthétique présentant l'objet de la modification envisagée ainsi que le plan de zonage avant et après
modification.

De plus, il est possible de rendre immédiatement opposable la modification de ce PPRicb conformément à
l'article R 562-6 du code de l'Environnement via une approbation par anticipation. Cette procédure pourrait
permettre à l'autorité compétente d'approuver le projet de réalisation d'une plate-forme de retournement dans
la zone industrielle « la vache noire ».

Compte tenu de ce cadre réglementaire, je vous propose, dans un premier temps, de procéder à l'analyse de ce
projet de modification compte-tenu des incidences du zonage réglementaire dans les secteurs concernés. Le
service Environnement de la DDT, qui suivra ce projet, vous contactera prochainement afin de vous
expliquer les modifications, leurs conséquences sur le PPR approuvé actuellement, et la procédure à mettre
en œuvre.

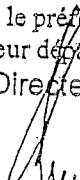
Dans un second temps, à l'issue de cette rencontre, et après transmission du projet de modification, je vous
inviterai à me faire part de vos observations, dans un délai d'un mois.

Je vous informe enfin que vous pourrez de nouveau formuler des remarques sur ce PPRicb, notamment par
délibération de votre conseil municipal, lors des phases administratives de consultation et de concertation du
public. L'unité prévention des risques de la DDT vous fera part, en temps voulu, des modalités de
déroulement de ces étapes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de toute ma considération.

Pour le préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires
Le Directeur départemental adjoint
des territoires

Copie : M. le Sous-préfet de Soissons

 Philippe CARROT



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

Direction départementale
des territoires
Service de l'Environnement
Unité Prévention des Risques

Arrêté préfectoral relatif à la modification du
Plan de Prévention des Risques Inondations et
Coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre
Montigny-Lengrain et Evergnicourt- Secteur
Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise,
sur la commune de Montigny-Lengrain

LE PREFET DE L' AISNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D' HONNEUR

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 125-2, L 562-1 à L 562-10-1, R 125-9 à R 125-14, R 125-23 à R 125-27, et R 562-1 à R 562-8 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 121-1 et R 111-2 ;

VU le code des assurances et notamment les articles L 125-1 à L 125-6 et A 125-1 à A 125-3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2001 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques inondations sur 73 communes de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2007 modifiant l'arrêté du 26 janvier 2001 et prescrivant le plan de prévention des risques inondations sur 68 communes de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2007 modifiant l'arrêté du 30 mars 2007 et sectorisant le périmètre mis à l'étude en quatre secteurs correspondant à des sous bassins versants différents ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2008 approuvant le plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, pour le secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise ;

VU la requête du maire de la commune de Montigny-Lengrain auprès du Préfet en date du 8 avril 2011 demandant la révision du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt, pour le secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise ;

Considérant qu'il convient de modifier le zonage réglementaire dudit plan sur la commune de Montigny-Lengrain, suite aux relevés topographiques transmis par le maire ;

Sur la proposition de M. le Directeur départemental des territoires ;

ARRÊTÉ

Article 1 : La modification du plan de prévention des risques inondations et coulées de boue de la vallée de l'Aisne entre Montigny Lengrain et Evergnicourt, pour le secteur Aisne Aval entre Montigny-Lengrain et Sermoise est prescrite sur le territoire de la commune de Montigny Lengrain.

Article 2 : La direction départementale des territoires est chargée d'élaborer et d'instruire la procédure de modification de ce plan de prévention des risques.

Article 3 : La concertation relative à l'élaboration du projet se fera sous la forme de réunion avec la collectivité concernée avant la consultation définie à l'article 4.

Article 4 : Le projet de modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles est soumis à l'avis du conseil municipal de la commune concernée et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan, ainsi qu'à l'avis de la chambre d'agriculture de l'Aisne, du conseil général de l'Aisne et du centre national de la propriété forestière.

Article 5 : Le projet de modification et l'exposé de ses motifs seront mis à l'information du public en mairie de la commune concernée. Le public pourra formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et mention sera faite dans un journal diffusé dans le département. L'arrêté sera notifié au maire de la commune concernée, une copie de l'arrêté sera affichée dans la mairie pendant un mois au minimum. Il sera également tenu à la disposition du public à la préfecture de l'Aisne, et au siège de la direction départementale des territoires de l'Aisne.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8 : Le sous-préfet de Soissons, le maire de la commune de Montigny Lengrain, le Directeur départemental des territoires, ainsi que le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laon, le 05 JUIL. 2013

Le Préfet de l'Aisne,

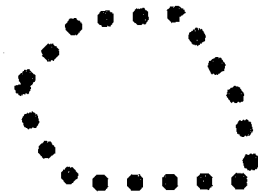


Pierre BAYLE

Annexe n°2

Localisation des terrains à modifier

Localisation des parcelles à modifier



Contour des parcelles à modifier

Echelle 1/5000

